L. TROTSKY.

□

LES SOVIETS
ET
L'IMPÉRIALISME MONDIAL



EDITIONS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE
Pétrograd 1920. № 33

Soldat, Marin, Ouvrier
Camarade Français!

L'Entente maintient depuis de longs mois, autour de la Russie révolutionnaire un blocus implacable qui a pour but de réduire par la famine et par l'isolement les ouvriers et les paysans socialistes russes.

Aucune nouvelle d'Europe ne peut nous parvenir directement. Et pendant qu'on nous calomnie quotidiennement dans toute la grande presse européenne, nous ne pouvons donner à l'étranger aucune information exacte sur ce que nous voulons, sur ce que nous faisons. Nous sommes baillonnés en présence de nos ennemis.

Si tu veux servir selon tes moyens la cause de la vérité, fais lire nos publications et ***fais-les parvenir dans ton pays*** *à tes amis, aux journaux, aux militants révolutionnaires.*

Discours prononcé à Moscou le 21 avril 1918.

Camarades!

La doctrine communiste ou plutôt socialiste, considère comme un de ses plus graves problèmes de créer sur notre bonne vieille terre un ordre social, où les hommes cesseraient de s'entretuer. Le Socialisme ou Communisme a pour but d'établir un ordre social où l'homme pourrait pour la première fois se glorifier d'être un homme. Nous aimons à dire que le nom d'«homme» sonne fièrement. C'est Gorky qui l'a dit: «Homme — cela sonne bien!» mais si nous venions à jeter un regard rétrospectif sur ces trois ou quatre dernières années de sanglant massacre, nous devrions dire: «Homme—cela sonne honteusement, oui, honteusement!»

Créer un régime et un ordre social où l'extermination des peuples ne serait plus possible, tel est le problème simple et clair de la doctrine communiste. Cependant, camarades, vous pouvez observer, que le parti communiste, parti, auquel j'appartiens, le parti qui a organisé cette assemblée, le parti Communiste-Bolchéviste, en un mot, invite l'armée rouge à se rallier et à s'armer. A première vue il y a ici flagrante contradiction: d'un côté, nous ambitionnons de créer telles conditions de vie sociale, que nul ne puisse priver son

prochain de ce que celui-ci a de plus précieux: de la vie—c'est là la tâche essentielle de notre parti—du parti international de la classe ouvrière—et d'un autre côté nous formons l'armée rouge. Nous disons à ses soldats: «Armez-vous, apprenez à manier le fusil, à le bien manier, pour mieux abattre l'ennemi»...

A première vue, dis-je, il y a contradiction, il semble que nous manquons de logique. Il est vrai qu'il y a eu des communistes qui recommandaient une autre méthode, qui employaient des moyens différents et qui au lieu de s'adresser aux opprimés en les appelant à s'organiser et à s'armer, s'adressaient aux oppresseurs avec des exhortations: «Désarmez-vous, cessez d'exterminer vos semblables, cessez de les opprimer». C'est comme si ils s'adressaient aux loups en les engageant à ne plus se servir de leurs dents. C'est ce que prêchent les communistes-socialistes-utopistes,—êtres naïfs tombés dans une profonde erreur. Leurs tendances sont des plus nobles; ils rappellent le grand utopiste Léon Tolstoï, qui lui aussi se flattait d'arriver au bonheur sur cette terre au moyen d'une régénération morale des oppresseurs. Et cependant ces oppresseurs héritent de génération en génération des instincts, des sentiments, des idées du despotisme. Avec le lait de leurs mères ils sucent déjà les tendances à la domination, à l'asservissement de la plèbe, à l'oppression; ils trouvent que les masses populaires ne sont faites que pour servir de soutien et de fondement à un petit nombre de privilégiés qui naissent, pour ainsi dire, tout éperonnés, afin de pouvoir enfourcher le peuple travailleur.

C'est ici, camarades, que nous approchons de la question fondamentale. Nous voulons un régime communiste, où il n'y aura plus d'antagonisme entre les différentes classes de la société humaine,

parce que les classes seront abolies, où il n'y aura plus de luttes entre les peuples, parce que tous les peuples n'en formeront qu'un seul sur toute la surface du globe, poursuivant partout les mêmes grands desseins.

Aspirant à cet ordre social, et tant qu'il ne sera pas assuré, nous dirons aux travailleurs: «Souvenez-vous que vous êtes la seule force capable de le réaliser (en Russie cette expérience nous est déjà acquise). Et souvenez-vous bien que les classes dominantes ne vous cèderont pas un pouce sur ce terrain sans lutter; jusqu'au dernier moment elles se cramponneront des pieds, des mains, des dents à leurs privilèges, à leurs profits, à leur domination; elles s'efforceront de porter dans les rangs de la classe ouvrière la sédition, le chaos, la discorde, le trouble, la désorganisation, la division, afin de mieux perpétuer leur domination. Nous avons fait en Russie le premier pas; nous venons d'anéantir la prépondérance politique de la classe bourgeoise et d'établir la souveraineté politique des classes ouvrières. C'est là un fait accompli. La bourgeoisie n'a plus de pouvoir chez nous; tout le pouvoir est entre les mains des travailleurs. Dire que ce régime est mauvais, c'est dire que les travailleurs ne connaissent pas leurs besoins, car rien ne les empêche de recourir au mode de gouvernement qui leur convient le mieux. Toute la responsabilité leur en reviendra. Si les autorités qui détiennent en ce moment le pouvoir à Pétrograd, à Moscou et dans les autres villes ne se trouvent pas être à la hauteur de leur tâche, le peuple peut les destituer à toute heure parce qu'il a la faculté de convoquer les assemblées générales et de réélir les Soviets quand bon lui semble; il a le pouvoir de réorganiser selon ses vœux le Comité Central Exécutif, de changer le Conseil des Commissaires, etc., nous avons en un mot le vrai

pouvoir des classes ouvrières, des paysans, des prolétaires; c'est là le fondement sur lequel nous nous appuyons.

On nous demande souvent: «Pourquoi ne pas fonder ce pouvoir sur la base d'un droit de suffrage universel, égalitaire, direct et secret, pour une Assemblée Constituante? N'avez-vous point vous-mêmes préconisé une pareille assemblée?» Oui, nous l'avons fait. Notre opinion fut qu'une assemblée constituante valait tout de même mieux que l'autocratie du Tsar, mieux que le despotisme des Plevhé, des Stolypine et consorts, de la noblesse enfin. Mais que représente en fait une assemblée constituante et qu'est-ce que le suffrage universel? C'est une consultation de toute la population, c'est une invitation à chacun d'émettre son opinion sous la forme du vote. Tous y sont conviés—le travailleur et l'exploiteur, l'opprimé comme l'oppresseur et aussi la classe servile des intellectuels demeurés dans une dépendance complète de la bourgeoisie et qui la soutiennent de toutes leurs forces. Tous sont admis au vote et on leur demande à tous: «Que souhaitez-vous? Prononcez-vous au moyen du droit de vote». Si par exemple Kérensky eut convoqué une assemblé constituante en mars ou en avril, l'an dernier, c'eût été un progrès. Le Tsar était déjà détrôné à cette époque, la bureaucratie était renversée; le pouvoir, il est vrai, n'était pas encore aux mains des ouvriers, il était encore représenté par les Goutchkoff, les Milioukoff, etc. Si à cette époque on était venu demander au peuple russe de se prononcer par la voie de l'Assemblée Constituante, sa réponse eut été le contraire de ce qu'espéraient la bourgeoisie et ses serviteurs qui détenaient alors le pouvoir.

Le véritable rôle de la révolution c'est précisément de mettre en opposition les classes inférieures du peuple et la classe des oppresseurs.

Que faut-il entendre par la révolution? Pour certains, tels que Krestovnikoff ou Rjabouchinsky, la révolution est consommée lorsqu'on a réussi à éloigner le souverain ou à changer les ministres. Mais la révolution n'est pas cela. Elle consiste à éclairer, à soulever les bas-fonds du peuple, ceux qui sont les plus méprisés, les plus accablés, ceux qui sont privés de tout droit, ceux qui peinent sans relâche comme des bêtes de somme sous le joug. La révolution les réveille et leur démontre qu'ils ne sont traités qu'en esclaves et en bêtes de somme. La révolution n'est pas autre chose. Elle ne s'arrête point au changement de quelques ministres, ou au détrônement du souverain. Si elle s'arrêtait là, ce ne serait qu'un avortement de révolution, tandis que le véritable et sain accouchement c'est quand la classe opprimée en se soulevant, s'empare du pouvoir et s'en sert pour établir un nouvel ordre, où l'exploitation d'une classe par une autre n'est plus possible, où toute l'industrie, toutes les ressources du pays, toutes ses richesses tombent entre les mains de la classe des travailleurs. Cette classe se trouve alors dans la position d'un bon maître dans son propre domaine; il sait combien de terres, combien de semences, combien de bestiaux il possède, quel est l'inventaire dont il dispose, quel est le lot de terre qu'il faut d'abord cultiver; tout lui est connu, tout est noté et escompté.—Les choses se passent ainsi dans une propriété privée. Mais à côté il y a d'autres propriétés qui lui font concurrence. Tandis que nous voulons que la classe laborieuse soit en possession de la terre entière qui ne doit former qu'un seul domaine et que tout lui appartienne; qu'elle sache les terres dont elle dispose, quelles sont ses richesses naturelles en métaux, en houille, etc.; combien il y a de machines, combien de travailleurs y sont employés, combien de matières brutes elles

exigent, combien il y a de blé—tout doit être pesé et compté, afin de pouvoir répartir ces biens ainsi que le travail d'une façon égale comme le fait un bon maître,—le peuple étant lui-même patron et manœuvre. Et cette commune fraternelle réalisera justement ce que nous appelons l'Economie Communiste.

On prétend que cet idéal est utopique, que jamais il ne pourra être réalisé, c'est le refrain de ceux auxquels cela profite et qui ont vendus leurs âmes aux classes riches. Pour ceux-là, comme de raison, nos tendances ne sont qu'une utopie. Mais, je vous dis, camarades, que si les hommes n'arrivaient pas à cela, s'ils ne savaient pas atteindre ce but, ce serait à désespérer de l'humanité. Elle demeurerait éternellement un bétail peinant sous le joug; elle serait plus bas, pire que l'animalité, parce que les animaux ne connaissent pas de division de classes; un bœuf n'est pas le maître d'un autre; un cheval ne commande pas à un autre. Nous l'avons toujours répété: que si nous avons dû passer par cette école des classes, c'est pour nous élever plus haut; nous devons lutter contre l'inégalité des classes, et si l'épreuve qui s'impose, à présent que le pouvoir est entre nos mains, si cette épreuve, dis-je, se trouvait être au-dessus de nos forces, toutes nos espérances, tous nos plans, la science, les arts, tout ce qui éveille l'intérêt des hommes, l'idéal que nous poursuivons et pour lequel nous luttons—tout ne serait que mensonges et l'humanité entière ne serait qu'un misérable charnier après cette terrible guerre de trois ans, où les hommes se sont exterminés par centaines de milles et par millions, que pour laisser finalement toutes choses à leur place. C'est pourquoi nous répondons à nos ennemis qui nous critiquent: «Nous savons fort bien que la fin n'est pas encore proche, que nous avons encore un long chemin devant nous,

un immense travail et une grande tension de forces, mais nous avons déjà déblayé quelque peu de terrain. Quand il s'agit d'ériger une nouvelle construction sur le lieu d'un sinistre, il faut commencer par en éloigner les décombres, par tout nettoyer d'abord. C'est ainsi que nous avons anéanti le pouvoir de la bourgeoisie et que nous commençons maintenant un nouvel édifice. Le pouvoir est dès à présent à nous et nous déclarons hautement devant tous nos ennemis, qu'en aucun cas nous ne le laisserons échapper de nos mains.

Je reviens à la grave question de l'Assemblée Constituante. Que représente le droit de suffrage universel? Ce n'est qu'une consultation de toute la nation. Si nous voulions recourir à cette consultation, quelles en seraient les conséquences? Les uns se rangeraient d'un côté et les autres—de l'autre. Mais nous sommes pressés d'agir. Il est évident que les divers partis poursuivraient des buts différents. Comme consultation générale l'Assemblée Constituante est utile, mais pour un travail révolutionnaire créateur, où il s'agit d'élaborer de nouvelles conditions d'existence, une pareille assemblée ne vaut rien. Nous avons pu interroger la nation sans recourir à la Constituante. Milioukoff et plus tard Kérensky traînaient la question de mois en mois; ils ne se décidaient pas à convoquer l'Assemblée. Et que serait-elle à présent même s'il était possible de faire revivre son cadavre?—il n'est pas, à mon avis, dans le monde, de magicien et de remèdes capables d'un tel miracle. Mais, admettons un instant que l'Assemblée Constituante soit convoquée. Qu'arriverait-il? Il arriverait que dans un coin de gauche se tasseraient les ouvriers qui diraient: «Donnez-nous le pouvoir! Nous voulons que la classe ouvrière devienne l'instrument de l'abolition de toute contrainte, de toute exploitation du peuple».

D'un autre côté les représentants de la bourgeoisie exigeraient que le pouvoir restât entre leurs mains. Naturellement ils s'exprimeraient d'une façon polie, ils diraient: «Le pouvoir doit appartenir aux classes cultivées», ils éviteraient de nommer la bourgeoisie mais la question n'en reste pas moins là. Les politiciens, penchant tantôt à droite, tantôt à gauche, tiendraient le milieu entre les deux. C'est la position des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires. Ils diraient: «Partageons le pouvoir entre les différentes classes».

Mais, camarades, le pouvoir n'est pas un gâteau qu'on peut trancher en deux, en quatre parts et ainsi de suite. Le pouvoir est un instrument à l'aide duquel une classe sociale impose sa domination. Ou cet instrument sert à la classe ouvrière, ou il se tourne contre elle. Il n'existe pas d'autre alternative. Si deux ennemis se font face—la bourgeoisie et le prolétariat, et avec ce dernier les paysans les plus pauvres, et s'ils se battent chacun pour leurs propres intérêts, il est clair qu'ils ne peuvent pas se servir de la même arme. On n'a jamais vu le même fusil, le même canon, employé en même temps par les deux camps ennemis. Ces armes ne servent ordinairement qu'à une seule armée. De même, l'état est une organisation qui ne peut servir qu'à la classe ouvrière contre la bourgeoisie, ou bien à cette dernière contre la classe ouvrière. Ceux qui tiennent le milieu entre les deux tâchent de concilier des intérêts opposés; courtiers et entremetteurs qui prétendent avoir dans leur poche un remède secret, un moyen magique, pour forcer le Gouvernement à contenter également les travailleurs et les bourgeois. Mais nous, camarades, nous ne connaissons pas de pareils secrets, et lorsque ces secrets furent dévoilés par la politique des Tzérételli et des Tchernoff nous vîmes

clairement que le canon ne tirait que dans une direction—contre les travailleurs. Nous n'aspirons nullement à recommencer l'expérience de cette politique.

Cependant, camarades, du temps du Tsarisme notre parti Communiste et les Soviets furent pour l'Assemblée Constituante, pour un vote général, parce que c'était alors un progrès; mais lorsque le Tsar fut détrôné nous nous sommes dit: «A présent nous pouvons nous mettre à l'œuvre» et il importe que le pouvoir revienne à ceux qui sont appelés à rebâtir la Russie sur une nouvelle base; le pouvoir doit être aux mains de la classe ouvrière. Nous ne nous faisons pas d'illusions sur les difficultés qui s'élèveront sur notre chemin et nous ne voulons tromper personne, au contraire nous proclamons ouvertement que nous allons à la rencontre de terribles obstacles, qu'il faudra vaincre, que la bourgeoisie va nous opposer une formidable résistance, non seulement la bourgeoisie russe qui par elle-même est faible, mais encore la bourgeoisie internationale, parce qu'en Russie la bourgeoisie n'est qu'un écho de la bourgeoisie mondiale. En ce moment elles se font la guerre, elles ont des désaccords, mais pour la question capitale—celle de conserver la propriété et tous les privilèges qui s'y rattachent, elles sont d'accord. Vous vous souvenez sans doute combien de partis s'étaient formés au sein de classe bourgeoise, parmi les propriétaires ruraux, dans les milieux de la haute et de la petite bourgeoisie. Il y avait les Noirs, les Nationalistes, les Octobristes, les Octobristes de province, les Progressistes de gauche, les Cadets, etc.; une nuée de partis. Que représentaient-ils? Tous ne faisaient que défendre le droit de propriété. Les uns voulaient sauver les vastes propriétés foncières, les autres les petites propriétés, ou même les lots minimes; ceux-là défendaient

les banques et leurs énormes capitaux, d'autres— les intérêts des gens lettrés, diplomés, professeurs, médecins, avocats, ingénieurs, etc., etc. C'est pourquoi tant de groupes se sont formés, tant de schismes, tant de partis. Mais lorsque la révolution souleva le peuple, tous ces partis disparurent, se fondant pour ne laisser place qu'au seul parti des Cadets, englobant toutes les classes aisées, afin de protéger le camp sacré des propriétaires contre l'assaut des travailleurs.

La même chose, camarades, a lieu maintenant parmi la bourgeoisie internationale. Elle fait des guerres effroyables, mais dès que surgit la révolution, dès que se soulèvent les prolétaires, menaçant les fondements du capitalisme, les bourgeois s'unissent en se faisant toutes sortes de concessions mutuelles, afin de créer une alliance universelle contre la terrible menace de la révolution. Nous luttons précisément pour le communisme, parce qu'il n'y aura plus après sa victoire de luttes ni entre les classes, ni entre les différentes nations. Mais avant d'atteindre à cet état de choses nous devons nous préparer à subir de rudes attaques, à soutenir une lutte sans merci dans notre propre pays comme sur ses frontières. Car, à mesure que nous avancerons, le bloc de la bourgeoisie mondiale se consolidera davantage. L'Europe est appelée à passer par les plus grands cataclysmes sociaux, par le feu d'une terrible guerre sociale, et la bourgeoisie russe tentera encore plus d'un effort en s'appuyant sur la bourgeoisie des autres pays. C'est pourquoi nous qui voulons la paix, nous aurons encore à connaître maintes luttes armées des classes ouvrières contre les oppresseurs, les exploiteurs, les impérialistes de tous les pays. Mais nous irons dans cette voie jusqu'au bout. Nous devons nous y préparer, camarades! Celui qui s'imagine que nous avons atteint le but, ne connaît pas l'histoire Elle n'est

pas une mère douce et complaisante, protégeant les travailleurs, mais plutôt une marâtre, qui par de sanglants exemples enseigne aux travailleurs ce qu'il faut faire pour parvenir à leurs fins. C'est là le drame de la vie du peuple. J'ai souvent dit et je le répète encore aux camarades, qu'ils ont la mémoire courte, qu'ils oublient trop aisément et inclinent trop à l'indulgence. A peine ont-ils atteint quelque succès, qu'il leur semble déjà que la besogne est faite; ils sont enclins à la générosité, à l'inaction, ils sont prêts à cesser la lutte, tandis que les classes riches, grandies dans l'atmosphère d'une résistance constante aux aspirations des masses ne se lassent pas de combattre. Le moindre laisser aller de notre part, la moindre indécision, le doute, leur dévoilent notre côté faible et l'expose à leurs coups; cela veut dire que nous pouvons nous attendre demain ou après demain à une nouvelle attaque de nos adversaires. La classe ouvrière a besoin d'une fermeté, d'une volonté implacable; elle doit se pénétrer de la conviction que sans de cruels combats pour chaque pouce de terrain conquis, à chaque pas en avant, sans une constante et formidable lutte, il n'y a point de délivrance, point de salut.

Je vous le dirai franchement, camarades: nous appelons dans les rangs du parti communiste les ouvriers, et tous ceux qui leur sont dévoués, mais si quelqu'un porte dans le fond de son âme l'hésitation et le doute, il fera mieux de rester en dehors. Nous aimons mieux voir parmi nous un lutteur durci à la peine, que dix hommes faibles et indécis, car au moment décisif dix hommes faibles peuvent entraîner ou retenir un homme fort; mais si les forts s'unissent, ils entraîneront au contraire les faibles. C'est pourquoi nous n'appellons dans nos rangs que ceux qui se rendent bien compte qu'un combat sans

trève vient de commencer, contre les oppresseurs du monde entier ligués contre nous. Il n'y a pas de place ici pour un médiateur, il n'y a pas de place pour celui qui appellerait à la réconciliation. Personne ne l'écoutera. Nous devons nous attendre à une guerre constante et nous préparer à combattre jusqu'à la fin.

Tel est la première tâche que doit accomplir le parti communiste, le parti qui en ce moment dirige les Soviets, organes du pouvoir. La tâche dominante c'est de former les travailleurs, c'est d'apprendre à chaque ouvrier à envisager courageusement le péril. Qu'ils se disent: «Oui, nous périrons peut-être, mais mieux vaut la mort qu'une existence d'esclaves!» Quel prix a la vie sans lumière sous le talon de l'oppresseur en comparaison du trépas d'un guerrier qui passera son drapeau aux nouvelles générations et qui mourra non en défendant les rois, les tsars et leurs intérêts, mais les intérêts de sa propre classe. Nous devons enseigner à nos camarades le courage de mourir pour la cause des travailleurs en leur restant fidèles jusqu'à la dernière heure. Et c'est à cela que nous vous convions.

Nous connaissons les obstacles qui s'élèvent contre notre politique. Notre révolution est née de la guerre, et la guerre elle-même est née du capitalisme. Il y a longtemps que nous l'avons prédite. Nous savions fort bien que la croissance incessante des armements, la compétition de la bourgeoisie d'un pays avec celle d'un autre pour la conquête des marchés et des profits amèneraient une formidable catastrophe. La bourgeoisie allemande en rejette en ce moment la responsabilité sur la bourgeoisie anglaise, tandis que celle-ci accuse la bourgeoisie allemande. Elles se renvoient la balle comme des clowns. Nous avons prévu la guerre, cette guerre qui ne fut pas le fait de la volonté d'un ou de deux souverains ou

de quelques ministres, mais l'inévitable conséquence de tout le régime capitaliste, de sa structure intime. Cette guerre est une épreuve pour la bourgeoisie, pour tout son système économique et moral.

Nous savions dès le commencement de la guerre qu'il s'en suivrait un puissant mouvement révolutionnaire des classes ouvrières de tous les pays. Durant la guerre j'ai visité plusieurs pays. En premier lieu j'ai dû quitter l'Autriche pour ne pas être emprisonné. J'ai passé en Suisse où se croisent toutes les routes de l'Europe centrale. J'ai été ensuite obligé de vivre plus de deux ans en France et finalement d'émigrer en Amérique, quand les Etats-Unis intervinrent dans le conflit. Partout j'ai pu observer le même phénomène: d'abord la guerre frappe les masses laborieuses, les trompe, les séduit, pour les révolter ensuite contre leurs maîtres, contre le régime qui fomente la guerre. Pourquoi la guerre éveille-t-elle d'abord le patriotisme des masses? Parce qu'à côté des partis socialistes, des Communistes, il y a encore des foules de travailleurs qui ne vivent pas d'une vie consciente. Notre plus grand malheur c'est que des millions de travailleurs mènent encore une existence purement automatique, peinant, mangeant et dormant,—plutôt insuffisamment—et n'ayant d'autres soucis que de joindre les deux bouts. Tel est tout leur horizon; leur cerveau ne travaille point, leur esprit, leurs pensées, leur conscience sont endormis. De temps à autre, pour changer ils s'enivrent; ce sont leurs jours de fête. Et c'est là l'existence horrible et tragique du travailleur. (Rires dans l'auditoire.) Il n'y a là rien de risible: tel est le sort tragique de millions d'hommes condamnés par le capitalisme à une existence bestiale. Puisse le capitalisme être maudit pour ce crime! Mais voici qu'éclate la guerre; le peuple est mobilisé, il descend de

ses taudis dans la rue, il revêt la capote militaire, on lui dit: «Marchons à l'ennemi, nous le vaincrons et tout changera, tout se transformera». Surgissent les espérances. L'homme quitte la charrue ou le chantier. En temps de paix cet homme ne pensait à rien et voici qu'à présent on lui soumet un nouveau problème. Il voit des milliers de soldats, tous surexcités; la musique militaire le grise: on lui promet d'éclatantes victoires et de grandes espérances naissent en lui; il espère d'heureux changements parce qu'il ne s'imagine rien de pire que sa condition présente... La guerre sera une guerre de délivrance qui lui amènera quelque chose de nouveau. C'est pourquoi nous avons constaté que, dans tous les pays sans exception, la première période de la guerre excite le patriotisme populaire. La bourgeoisie, de son côté, s'affermit. Elle pense que tout le peuple est avec elle. Sous ses drapeaux se rassemblent les travailleurs des champs et des villes. Tout se fond dans un seul élan patriotique. Mais la guerre développe bientôt son travail destructeur au cœur même du pays; elle dévaste la contrée, saigne les populations, enrichit quelques centaines de tripoteurs, favorise la carrière des généraux et des diplomates, tandis que les masses populaires s'appauvrissent de plus en plus et que l'ouvrière, l'épouse, la mère s'arrêtent avec épouvante devant leur tâche de jour en jour plus difficile. Comment nourrir les enfants? Cette misère suscite l'indignation et finit par soulever les masses. D'abord la guerre relève le moral en suscitant des espérances trompeuses; puis elle fait retomber le travailleur avec une telle violence que l'on entend craquer ses os. Il souffre, sa pensée travaille, des questions naissent en son cerveau: Comment? Pourquoi? Quelles sont les causes? Mais la bourgeoisie veille; elle ne manque pas de prévoyance;

dès le début de la guerre elle se rend compte du danger intérieur qui la menace, et elle s'efforce de réprimer les révoltes grandissantes avec le concours de ses «héroïques» généraux. Les choses se passèrent ainsi en Europe après la guerre franco-allemande. Au cours de la guerre qui vient de se terminer, même dans ces premiers temps, où tout le monde semblait pénétré de sentiments patriotiques, j'ai eu l'occasion de connaître l'opinion de quelques hommes politiques bourgeois qui se disaient déjà tout bas que la guerre se terminerait par une révolution mondiale. Ces politiciens espéraient naturellement en venir à bout; n'empêche que les journaux bourgeois et, par exemple, l'*Economiste* anglais (août, septembre, octobre 1914) prévirent dès la première année de la guerre un mouvement révolutionnaire socialiste chez tous les peuples belligérants. Ils en comprenaient l'inéluctabilité, comme nous avions raison de prédire qu'en Russie la guerre amènerait la révolution, qui poussée à ses dernières conséquences amènerait à la dictature du prolétariat.

Le capital fut créé en Russie à l'aide du capital de l'Europe occidentale. En France, au contraire, le capital s'est amassé petit à petit durant de longs siècles. Au moyen-âge les différents métiers se développent: d'infimes entreprises, des corporations d'artisans se forment; peu à peu ces entreprises, ces corporations grandissent et prospèrent en d'immenses entreprises; de vastes manufactures se créèrent, etc. et la Bourse française attira autour d'elle tout un monde — de moyens et petits commerçants qui acquirent une certaine influence politique.

Mais que voyons-nous chez nous?

Chez nous le capital étranger, français, anglais, allemand, s'introduisit d'emblée; il créa d'un coup d'immenses usines là, où encore la veille il n'y

avait que le désert. Ce fut le cas dans le gouvernement d'Ekatérinoslav et dans tout notre Sud et notre Sud-Ouest: des entreprises colossales se sont multipliées là, ainsi qu'à Pétrograd, à Moscou et dans d'autres grands centres. Le capital transplante ces entreprises toutes faites, sans transition. De cette façon la bourgeoisie reste étrangère au peuple. Disposant d'une énorme puissance financière, elle n'exerce aucune influence politique. Chez nous aucune bourgeoisie n'a de valeur politique, excepté les paysans cossus (et en Russie la majorité des paysans ne sont que des prolétaires affamés). Chez nous la grande question de la révolution ce fut donc de savoir quelle attitude adopteraient les paysans pauvres. Suivraient-ils la bourgeoisie qui les abuse en leur donnant de fausses espérances, ou se rangeraient-ils du côté de la classe ouvrière? Là était la question. Il n'était certes pas question ni de Tchernov, ni de Tzérételli, ni même de Kérensky qui n'étaient en somme que les commis et les maquignons de la bourgeoisie, mais il était urgent de savoir dans quelle voie entreraient les paysans pauvres? De quel côté pencherait la balance? Serait-ce du côté de la bourgeoisie, ou du côté des ouvriers? A présent nous pouvons dire que la question est aux trois quarts tranchée, grâce aux Soviets de paysans et d'ouvriers; que l'influence de la bourgeoisie dans le pays est annulée, que les pauvres des campagnes suivront la classe ouvrière d'autant plus volontiers que le prolétariat des villes devient de plus en plus conscient. Et ce n'est que grâce à cela, camarades, qu'il nous sera possible de vaincre. Le prolétariat des villes est chez nous en minorité, la majorité appartient aux paysans. Il s'en suit que si les paysans ne prêtaient pas leur concours aux ouvriers, ceux-ci ne pourraient se maintenir au pouvoir. La classe ouvrière ne lutte donc pas pour ses seuls intérêts; elle est

donc dans cette lutte parfaitement solidaire avec les paysans et si elle sait soutenir ce grand combat jusqu'à la fin elle deviendra, dans le vrai sens de ce mot, le héros de cette épopée populaire.

Dans les anciennes révolutions la bourgeoisie dirigeait les masses. Il en fut ainsi pendant la Grande Révolution française, pendant la révolution de 1848 en Allemagne — bref dans toutes les révolutions du XVIIe et du XVIIIe siècles. Il en fut ainsi de tous temps. Mais à présent, camarades, — et vous voyez en ceci un énorme changement, un pas gigantesque vers le progrès — notre classe ouvrière *se libère pour la première fois* de la tutelle de la bourgeoisie, de sa prépondérance mentale, et, ne comptant que sur ses propres forces, elle se sépare de la bourgeoisie, obligeant les masses à se rallier aux prolétaires. C'est ce qui fait la force de la révolution russe, et c'est là son trait distinctif.

C'est aussi pour cela que les organes de la révolution — les Soviets des députés paysans et ouvriers excitent la haine de la bourgeoisie de tous les pays. Dans les premiers temps lorsque éclata la révolution en Russie [1], lorsque les journaux apportèrent cette nouvelle à New-York, la presse bourgeoise américaine témoigna beaucoup de sympathie à ce mouvement. La rumeur publique affirmait que Nicolas II se disposait à conclure avec l'Allemagne une paix séparée, alors que l'Amérique s'apprêtait à entrer en guerre dans quelques semaines. — L'abdication du Tsar et la formation d'un ministère Milioukov-Goutchkov eurent l'approbation de toute la presse capitaliste, mais lorsqu'on apprit la formation à Pétersbourg des Soviets d'ouvriers et de soldats en désaccord avec les ministres — Kérensky et Tchernov se trouvaient pourtant alors à la tête du gou-

[1] Celle de mars 1917, qui renversa l'autocratie.

vernement — les journaux changèrent d'attitude. Des conflits se produisirent entre les Soviets et le ministère et l'antagonisme des classes s'accentua dès lors, quoique les travailleurs fussent plutôt enclins à faire des concessions. Toute la presse bourgeoise se mit à sonner le tocsin d'alarme, on s'arma contre la révolution russe et l'on se fit un devoir de prévenir Milioukov et Goutchkov que si les Soviets réussissaient à s'affermir et s'ils prenaient le pouvoir, un danger imminent menacerait la Russie et le monde entier. Nous étions alors en Amérique, où dans les meetings ouvriers, nous critiquions sans merci la politique de Goutchkov et de Milioukov, prédisant que les Soviets ouvriers et soldats seraient infailliblement amenés à prendre le pouvoir. La presse américaine publia que nous voulions revenir en Russie dans l'intention de remettre le pouvoir à des énergumènes et notre petit groupe—six personnes—finit par être arrêté au Canada; on nous interna avec quelques marins, en nous accusant de vouloir renverser Milioukov et Goutchkov pour établir le pouvoir des Soviets.

Cela se passait en mars 1917, c'est à dire au premier mois de la révolution. La bourgeoisie anglaise et américaine savait déjà dès lors que le pouvoir des Soviets les menaçait d'un énorme danger... Quant aux travailleurs américains ils commençaient à comprendre, que la révolution actuelle n'avait rien de commun avec les révolutions précédentes, car il ne s'agissait plus d'un changement de régime remplaçant certaines personnalités par certaines autres, toutes pesant d'ailleurs également sur les épaules du peuple, mais que c'était le soulèvement des classes opprimées, appelées à reconstruire l'édifice social sur de nouvelles bases; à mesure que les travailleurs américains se pénétraient de cette conviction, leur enthousiasme pour la révolution russe grandissait.

et si cette révolution n'a pas eu un retentissement immédiat dans tous les pays, en Angleterre, en Allemagne, en France, comme nous avions lieu de l'espérer, la faute en retombe en grande partie sur les travailleurs eux-mêmes qui tergiversaient et espéraient s'entendre avec les partis modérés. Les leaders des masses ouvrières comptaient que la révolution amènerait une paix rapide; sans nul doute si Kérensky, Milioukoff, ou ceux qui pouvaient les remplacer avaient proposé la paix aux belligérants, l'élan des peuples vers la paix eût été irrésistible et notre propagande révolutionnaire eût obtenu un immense succès. Mais nous fûmes au contraire contraints de continuer, bien malgré nous, la politique des anciens diplomates impérialistes. Nous dûmes préparer ainsi l'offensive de 18 juin qui s'acheva par une terrible et sanglante défaite. Les travailleurs de tous les pays s'attendaient à ce que la révolution russe se manifestât dans toute sa grandeur et montrât aux nations la voie vers une vie nouvelle, mais ils durent constater que rien de nouveau ne s'était passé: les mêmes alliés continuaient la même guerre, les mêmes agréssions au nom des mêmes tendances spoliatrices; la bourgeoisie en profita partout pour dénigrer la révolution et la couvrir d'opprobre. La presse bourgeoise proclamait que la révolution se réduisait à un changement de gouvernement, et que le nouveau gouvernement poursuivrait l'ancienne politique. Le changement avait donc été inutile, la révolution n'était qu'une désillusion de plus, une vaine aventure. Les cœurs des travailleurs se refroidirent envers la révolution. L'offensive entreprise par Kérensky le 18 juin fut un coup de massue pour la classe ouvrière de tous les pays, et surtout pour notre révolution russe. Si nous sommes maintenant en présence du traité de Brest-Litovsk, le plus pénible des traités qui

aient jamais été conclus, c'est à cause de la politique des diplomates impériaux d'une part, de celle de Kérensky et de son offensive du 18 juin. Ce sont les diplomates et les bureaucrates du Tsar qui nous précipitèrent dans cette guerre criminelle à seule fin de piller les peuples en prodiguant ses richesses; ce sont eux qui les maintinrent dans l'ignorance et l'esclavage, ce sont les Kérensky, les Tzérételli, les Tchernoff qui continuant les anciennes traditions, nous amenèrent au désastre du 18 juin. Les premiers ont ruiné matériellement notre pays, les derniers le dégradaient moralement. Et nous voici forcés de payer les traites—comme l'est la paix de Brest — qu'ils ont tirées. Ce sont les lettres de change du Tsar, de Kérensky et C° que nous acquittons aujourd'hui... Toute la responsabilité de leurs crimes monstrueux retombe maintenant sur la classe ouvrière; nous subissons les conséquences des péchés de l'impérialisme international et de ses complices.. Et ils nous reprochent à présent d'avoir signé le traité de Brest-Litovsk. Nous l'avons signé il est vrai, mais révoltés, indignés, constatant que nous étions trop faibles pour rompre le nœud coulant qu'on nous mettait autour du cou. Oui, nous avons subi cette honte, comme il arrive au travailleur que la misère réduit au désespoir d'aller vendre son labeur et celui de sa compagne à un patron, puisqu'il n'est pas d'autres moyens de sauvegarder son existence. Nous avons signé ainsi cette paix abjecte. Cette paix nous fait payer l'œuvre criminelle de l'impérialisme international et de ses valets — socialistes conciliateurs. Sur ces traites, on distingue nettement les signatures de Nicolas II, de Milioukoff et de Kérensky. Tels sont les «intérêts» du traité de Brest-Litovsk.

Mais, camarades, il n'est pas dit que les causes historiques une fois expliquées, les crimi-

nels démasqués, nous puissions trouver enfin quelque repos. Bien au contraire. Nous convenons que nous sommes faibles, extrêmement faibles et c'est là une tare historique indubitable, car l'histoire ne pardonne pas aux faibles. Celui qui est faible devient la proie du fort. Ici les discours élevés et les nobles paroles ne suffissent point. Jetons un coup d'œil sur l'Europe. Voyez, par exemple, le Portugal, pauvre petit pays de deux millions et demi d'habitants qui ne voulaient pas la guerre, mais que l'on obligea à y prendre part. Que représente aujourd'hui le Portugal? Il est le vassal, l'esclave de l'Angleterre. Et la Serbie? Elle est écrasée par l'Allemagne, la Turquie, soi-disant l'alliée de l'Allemagne, n'est-elle pas elle aussi, réduite en esclavage? Et la Grèce? Qui l'obligea à se mêler de la guerre? L'Entente. Tous ces pays à l'heure présente sont subjugués par l'Allemagne ou par l'Angleterre. Parce qu'ils étaient faibles et ne pouvaient se défendre.—Et la Bulgarie? Elle hésitait. Les masses populaires s'y révoltaient contre la guerre. J'étais en Bulgarie lors de la guerre des Balkans et j'ai pu observer combien le pays était épuisé. Mais, contre la volonté du peuple, la Bulgarie fut sous la pression de l'Allemagne contrainte de commencer les hostilités; et elle est devenue, elle aussi, vassale de l'Allemagne. L'Autriche-Hongrie, grande puissance alliée de l'Allemagne, se glorifie de vaincre à ses côtés, mais quelle est *en fait* sa situation? Plus pauvre que l'Allemagne, plus épuisée, elle n'a pas voix au chapitre; remorquée par l'Allemagne elle est contrainte de lui obéir. Pourquoi? Parce que l'Allemagne est la plus forte. Le plus fort a toujours raison,—c'est là la morale, le droit et la profession de foi des gouvernements en régime capitaliste. L'Angleterre est aujourd'hui maîtresse de la situation parmi

les alliés. La France est réduite à la suivre. Quant à nous, nous sommes sous le-joug des deux parties belligérantes parce que nous sommes les plus pauvres. Et il est évident que plus la guerre se prolongera et plus nous nous épuiserons, jusqu'à perdre toute indépendance.

Si cette situation continuait nous serions, à la fin des fins, infailliblement écrasés sous le talon soit de l'Allemagne, soit de l'Angleterre, parce que nous sommes les plus pauvres, les plus épuisés. Nous n'avons que le choix entre ces deux jougs. Mais nous ne nous accommodons pas de cette alternative, nous espérons garder notre indépendance, nous espérons trouver un appui dans la révolte de la classe ouvrière de tous les pays et c'est précisément pour cette raison, dans l'espoir que la révolution se propagera dans tous les pays et dans tous les camps, qu'il importe d'épargner nos forces, de nous réorganiser au plus vite, de réformer tout notre système économique et enfin, de créer une force armée au sein de notre république — l'Armée Rouge des paysans et des ouvriers.

C'est là, camarades, notre principal souci ; le problème n'est pas encore résolu. Nous n'en sommes qu'aux commencements, mais le pouvoir est entre nos mains et nous ne l'abandonnerons pas. Pourtant le pouvoir est, entre les mains de la classe ouvrière, une arme qu'il faut apprendre à manier. L'arme n'est bonne à rien si l'on ne sait pas s'en servir. Ai-je, par exemple, les outils du menuisier? Si je ne connais pas la manière de s'en servir, ils ne pourront me servir à rien. Il a fallu que la classe ouvrière s'emparât du pouvoir pour qu'elle apprît à s'en servir, afin de réorganiser la vie économique sur de nouvelles bases. D'aucuns disent : Pourquoi vous êtes-vous emparés du pouvoir si vous ne saviez pas com-

ment l'appliquer? Mais la réponse nous est facile: Comment voulez-vous qu'un menuisier apprenne son métier sans toucher à ses outils? Pour apprendre à gouverner un pays, il faut se saisir du gouvernail. c'est-à-dire de l'État. Personne ne fait de l'équitation en chambre. Pour apprendre à monter, il faut seller le cheval et le monter. Peut-être se cabrera-t-il et serez-vous jeté à terre; relevez-vous alors et recommencez l'épreuve, remettez-vous en selle. On apprend ainsi, camarades. Et ceux qui nous disent: ne mettez pas le pouvoir entre des mains inexpérimentées, se font les défenseurs de la bourgeoisie et de ses intérêts. Ils veulent dire: le pouvoir n'est pas fait pour les classes inférieures; la bourgeoisie, les classes civilisées ont un droit sacré à l'exercer: elles possèdent des capitaux, des universités, des journaux, des bibliothèques, la science, elles possèdent tout; c'est pourquoi elles sont appelées à gouverner, tandis que le peuple doit s'instruire d'abord. Mais où s'instruira-t-il? A la fabrique, aux usines, dans un labeur sans trève? Allons-donc! La fabrique, l'usine, notre peine quotidienne nous enseignent seulement que nous devons à tout prix nous emparer du pouvoir. Nous avons fini par l'apprendre et cette science n'est pas facile. Il nous a fallu des dizaines et même des centaines d'années pour nous l'assimiler; nous avons dû passer par un labeur de forçats, par des hécatombes, par mille souffrances. Nous avons vu mitrailler des foules de travailleurs — qu'on se rappelle du massacre de la Léna, etc. — et il nous a fallu toute cette expérience avant que le peuple ne s'emparât du pouvoir. Nous apprenons maintenant à nous en servir pour faire de l'ordre et organiser une économie rationnelle. Mais nous n'avons en ce moment ni l'un, ni l'autre, et c'est dans ce sens que nos efforts doivent tendre tout d'abord. Nous

devons faire l'inventaire des richesses du pays entier. Les soviets des députés ouvriers, soldats et paysans et les organes centraux des soviets — le Comité Exécutif Central et le Conseil des Commissaires du peuple—accompliront cette tâche. Nous devons être exacts comme un teneur de livres dans une maison de commerce, nous devons savoir calculer, afin de nous rendre un compte exact des ressources du pays, afin de savoir les quantités de matières premières, de blé, etc. dont nous pouvons disposer, le nombre de nos travailleurs, de nos artisans, de tailleurs, de menuisiers, etc., etc. Ces données doivent être réparties comme les touches d'un clavier que nous ferons résonner suivant nos besoins. Nous devons connaître exactement ce dont nous disposons. Si, par exemple, la nécessité l'exige nous devons être à tout moment à même de transférer un nombre donné de métallurgistes de tel endroit à tel autre. Le travail que nous nous proposons d'introduire doit être sain et productif; mais il doit aussi être intense. La journée doit compter six ou sept heures d'un travail assidu, mais le reste du temps le travailleur doit se sentir un libre citoyen et pouvoir s'adonner à la culture de son esprit. Ce but est difficile à atteindre, mais nous y arriverons. Nous avons à tenir compte de toutes choses. Nous avons à présent un grand nombre de fabriques parfaitement inutiles. Nous souffrons souvent et du chômage et de la famine uniquement par suite de la mauvaise répartition des travailleurs. Des usines produisent des articles superflus tandis que d'autres manquent de matériaux pour les besoins les plus pressants. Nous sommes possesseurs de richesses dont nous ne connaissons pas même la valeur, la guerre ayant tout désorganisé. Les masses sont souvent déguenillées et affamées tandis que les dépôts de l'intendance regorgent de draps, de toile, d'uniformes. Il nous

arrive de découvrir par hasard d'énormes quantités de provisions. Dans les campagnes, des accapareurs amassent des millions de pouds de blé : c'est le cas dans les gouvernements de Toula, de Koursk et d'Orel. Naturellement, ces provisions, ils ne consentent pas à nous les céder et jusqu'à présent nous n'avons su les convaincre qu'une fois qu'il y allait de l'intérêt général et que nous ne sommes nullement disposés à plaisanter. C'est tout simplement une question de vie ou de mort. Mais si nous avions une organisation régulière, nul accapareur n'eût osé soustraire le pain quotidien aux masses affamées et la question du ravitaillement eût été résolue. Voyons, par exemple, les chemins de fer ; là, comme partout, nous nous heurtons à une quantité d'abus. Les camarades employés aux voies et communications savent très bien qu'il y a parmi eux, surtout parmi les chefs, un grand nombre de traficants, qui se livrent au commerce des wagons ; ils se livrent à la contrebande des marchandises et parfois même font disparaître des convois entiers de marchandises. Quel est la cause de ce désordre ? C'est l'héritage de l'ancien régime. On n'avait pas sous l'ancien régime de sentiment de responsabilité envers le peuple et la guerre a encore dépravé les foules. Toutes les idées se sont confondues. Le travailleur se dit : puisque tout va si mal dans le pays à quoi bon se donner de la peine ? Que je travaille un peu plus, ou un peu moins, cela n'avancera à rien. Mais, camarades, nous devons faire comprendre à chacun qu'il n'y va plus des intérêts de la bourgeoisie, mais bien de nos propres intérêts ; chaque paysan, chaque ouvrier doit se pénétrer de cette conviction. C'est pourquoi il faut introduire dans toutes les fabriques, dans toutes les usines, une sévère discipline du travail. Que veulent dire ces mots «Discipline du travail» ? La discipline révo-

lutionnaire du travail crée un ordre de choses, ou chacun doit comprendre que pour garder le pouvoir à la classe ouvrière et réorganiser l'économie sociale nous devons non descendre mais monter. Il faut pour sauver le pays le travail intègre de chaque homme à sa vraie place. à son véritable poste, comme dans une famille unie, où chaque membre travaille à la prospérité de tous. Et ce n'est pas une petite famille que la nôtre. elle est formée des millions d'individus, mais le principe doit rester le même. Notre Russie des Soviets, notre Russie des paysans et des ouvriers, ne doit former qu'une seule famille fraternelle, où il n'y aura pas de place pour les paresseux. Si l'un de nous travaille avec négligence, s'il sabote, s'il gaspille son temps il faut lui faire comprendre qu'il occasionne par là un dommage à tout le pays, à la classe ouvrière du monde entier. Chacun ne travaillera aux fabriques et aux usines qu'un nombre limité d'heures, et sera libre ensuite de cultiver son esprit; chacun se sentira à sa place et accomplira son devoir librement. Si nous réussissons à créer cet ordre fraternel, ce sera le triomphe du régime communiste. Pour sauver le pays nous devons établir avec fermeté une implacable discipline du travail—une discipline de fer. Mais ce ne sera plus la discipline qui fut au service du tsar et de la bourgeoisie. Quelques-uns des généraux de l'ancienne armée, dont nous acceptons les services dans l'armée rouge — sous un contrôle rigoureux — disent: «A quelle discipline pouvez-vous prétendre au milieu de ce désordre?» Nous leur répondons: «Et vous? A quel prix obteniez-vous la discipline? Le tsar était au sommet de la hiérarchie, puis venait la noblesse; le soldat était en bas; il était votre esclave, il travaillait pour vous, il vous servait contre ses propres intérêts; quand vous l'ordonniez, il tirait sur son propre

père, sur sa mère... C'était là votre discipline tant vantée. Mais nous la voulons autre: chaque soldat ne combattra que pour lui-même, chaque travailleur ne travaillera que pour les travailleurs. C'est cette discipline là que nous nous efforcerons d'introduire».

Je ne doute pas que nous y réussissions, malgré les coassements malveillants des corbeaux noirs. Notre effort commun créera cette discipline sans laquelle notre perte serait infaillible. Nous nous occupons en ce moment de former l'Armée Rouge: le Comité Exécutif Central des Soviets des députés paysans, ouvriers et cosaques a adopté une loi portant l'instruction militaire obligatoire. D'après cette loi tout citoyen devra pendant six à huit semaines, chaque année, accomplir des périodes d'instruction militaire sous la direction d'instructeurs expérimentés. Nous avons aussi débattu la question du service militaire des femmes et nous l'avons résolue en décidant que les femmes auraient la faculté de recevoir volontairement l'instruction militaire. Nous voulons tenter cette expérience. Le projet de loi dit que la femme aura la faculté de recevoir l'instruction militaire absolument dans les mêmes conditions que les hommes. La femme, égale de l'homme, en cas de péril pour la république des Soviets, prendra les armes comme son compagnon.

Vous savez, camarades, que nous formons en ce moment les cadres de l'Armée Rouge; ces cadres ne sont pas encore nombreux, et nous ne faisons pour ainsi dire que monter la charpente de l'organisation militaire. L'armée actuelle, comme nous la comprenons, ne consiste pas uniquement en ces milliers et même de centaines de milliers d'hommes ayant fait un apprentissage militaire. Bien au contraire l'armée c'est tout le peuple, ce sont les réserves inépuisables préparées d'avance des travailleurs des villes et des campagnes. Au

cas où un nouveau danger nous menacerait du côté de la contre-révolution, notre organisation militaire se convertirait instantanément en un organisme de chair et de sang. Nous n'aurions qu'à appeler les réserves des fabriques et les paysans des campagnes. Nous formons donc l'Armée Rouge d'une part et de l'autre nous nous préoccupons de l'instruction militaire des masses, en faisant exception de ceux qui exploitent le travail d'autrui. Nous évitons ainsi d'armer la bourgeoisie. Nous ne mettrons pas le fusil entre les mains des exploiteurs qui ne renoncent pas à leur droit à la propriété privée. Nous disons: le devoir de tout citoyen, sans exception, est de défendre le pays en danger: mais dans un pays où s'est affermie la souveraineté d'une honnête classe de travailleurs nous n'avons que faire de ceux qui prétendent au bien d'autrui. Notre bourgeoisie n'a pas abdiqué au pouvoir, elle ne consent pas encore à apporter son écot à la marmite commune; elle se révolte, elle lutte, elle entretient par ses agents—les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires—l'agitation pour l'Assemblée Constituante. Tant que la bourgeoisie ne s'avouera pas définitivement vaincue, nous ne lui confierons pas les armes. Mais il y a un autre moyen de la faire travailler pour le bien public. Si elle se refuse d'aller à l'assaut, quand il le faudra, elle n'aura qu'à creuser les tranchées ou à accomplir toute autre besogne à l'arrière de l'armée.

Nous ne devons pas, camarades, répéter les erreurs des anciennes révolutions. Je l'ai déjà dis et je le répète: la classe ouvrière a la mémoire trop courte, elle oublie facilement les siècles de servitude qu'elle a vécu sous la domination de la noblesse, quand cette noblesse commandait à des serfs qu'elle pillait, exterminait, violait. Toutes ces misères sont vite oubliées

parce que les travailleurs manquent de caractère. Mais nous exigeons d'eux plus de témérité. Tant que l'ennemi ne sera pas définitivement vaincu, nous devons être sur nos gardes. Pour instruire l'Armée Rouge nous convions les généraux de l'ancienne armée en choisissant les plus sûrs d'entre eux. On nous dit: vous ne craignez donc pas d'appeler dans les rangs les anciens généraux? Il peut y avoir en cela un grand danger.—Nous répondons: toutes choses en ce monde ont deux faces, mais que voulez-vous! Puisque nous ne pouvons nous passer d'instructeurs, connaissant à fond le métier de soldat, nous sommes bien obligés de nous adresser à eux. Mais nous leur donnons un avertissement. Nous leur disons clairement: «Voici votre nouveau maître: la classe ouvrière; elle a besoin de vos services pour lui apprendre à combattre contre la bourgeoisie».

Pendant les premiers temps ces généraux se dérobèrent de toutes façons espérant que le pouvoir des Soviets ne durerait pas plus de deux, trois semaines; après quoi ils reprendraient leurs anciens postes... Les généraux imitaient en ceci les bourgeois qui eux aussi ne voyaient dans la révolution qu'une mauvaise plaisanterie de la classe ouvrière. Mais les choses tournèrent autrement. La classe ouvrière ayant saisi le pouvoir ne songea pas à le lâcher. C'est ainsi que le sabotage d'hier fut déjoué. Peu à peu les ingénieurs, les statisticiens, les agronomes reparaissent et sondent le terrain, espérant pouvoir s'arranger avec les nouveaux maîtres. Nous les invitons à servir les travailleurs et nous leur disons: Messieurs les ingénieurs, ne voulez-vous pas entrer en service chez les ouvriers? les usines leur appartiennent, mais ils ne savent pas se tirer d'affaires tous seuls, venez les instruire. Jusque là vous serviez la bourgeoisie, maintenant

résignez-vous à servir le peuple. Aux généraux nous disons la même chose: «L'art militaire, Messieurs, est une science fort compliquée. Vous l'avez étudiée dans les académies: venez partager votre science avec nous. Il est surtout difficile de faire la guerre aux Allemands qui sont passés maîtres dans l'art de détruire et de tuer; ils possèdent une technique exemplaire, des engins et des machines remarquables: vous connaissez cela, Messieurs les spécialistes, venez nous instruire, nous vous faisons place parmi nous». On prétend que ce procédé est dangereux, qu'il peut nous conduire à une contre-révolution. C'est fort possible. Il est même probable que maintes tentatives seront faites dans ce sens. Mais le proverbe est juste, qui dit: «Si vous craignez le loup, n'allez pas au bois».

Si nous tenons à avoir une armée, nous devons y convier des spécialistes; nous essayons ainsi de prendre à notre service les anciens généraux. S'ils veulent honnêtement nous aider, ils seront récompensés selon leur attitude. Beaucoup de généraux—car j'ai eu l'occasion de converser avec plus d'un—ont compris qu'un nouvel esprit règne maintenant dans le pays, et que tous ceux qui veulent le bien de la Russie doivent se mettre au service des masses populaires. J'ai vu bien des gens dans ma vie et je pense savoir toujours distinguer un homme sincère d'un fourbe. Quelques-uns de ces généraux ont embrassé sincèrement la cause populaire; si d'autres s'avisaient d'employer la force armée qu'ils commandent avec un autre dessein, c'est-à-dire pour compléter avec la bourgeoisie et préparer une contre-révolution, nous aurions tôt fait de trouver les moyens de couper court à leurs manigances; nous leur montrerions un poing de fer et ils reverraient les journées d'octobre! Ils savent qu'en cas de trahison nous leur préparons un terrible salaire: de

sorte que nous sommes, me semble-t-il, assez garantis de ce côté là. Je compte, camarades, que notre pouvoir est solide, que nous sommes assez forts à présent que les anciens généraux quels qu'ils soient ne pourraient pas plus contre nous que les Korniloff, les Kalédine, les Doutoff. Nul danger ne nous menace de ce côté: le danger est en nous-mêmes, en notre désorganisation intérieure. Et il y a aussi le danger extérieur, le péril de l'impérialisme mondial.

Pour combattre à l'intérieur la désorganisation, nous devons introduire chez nous une stricte discipline et tout d'abord organiser le travail. Chaque partie doit obéir à l'ensemble. Contre les tentatives d'une contre-révolution venant du dehors, contre l'impérialisme et le militarisme étrangers nous avons dans la classe ouvrière de l'Europe et en particulier dans celle de l'Allemagne un allié sûr; on nous dit qu'il se passera encore bien du temps avant que la révolution ne devienne universelle; on nous le disait déjà du temps de Kérensky et de Milioukoff; on ne fait que continuer. Il est vrai que la révolution ne progresse en Europe que lentement, beaucoup plus lentement que nous ne le voudrions. Mais voyons son cours chez nous. Quand a-t-elle commencé? Depuis trois cents ans les Romanoff opprimaient le peuple. Partout le tsarisme et l'autocratie russe se faisaient gendarmes, étouffant la révolution dans tous les pays voisins; tout progrès leur semblait un danger et les exploiteurs de toutes les contrées pouvaient toujours compter sur l'appui de l'autocratie russe. Le nom même de la Russie était abhorré des travailleurs de l'Europe. En Allemagne comme en Autriche je fus souvent obligé de démontrer aux travailleurs qu'il existait deux Russies: l'une, la Russie d'en haut, le tsarisme, la noblesse la bureaucratie; l'autre, celle d'en bas qui montait

graduellement, la Russie révolutionnaire pour laquelle nous sacrifions notre vie. On m'écoutait avec un sourire sceptique: Où est-elle donc cette seconde Russie révolutionnaire? Elle s'enflamma un instant en 1905 et s'éteint aussitôt. — C'était le point faible que visaient constamment les faux socialistes d'Allemagne et de France. Ils répétaient qu'il n'y avait pas en Russie d'autre puissance que le pouvoir absolu et la bourgeoisie, que la classe ouvrière chez nous était trop faible, qu'on ne pouvait donc espérer aucune révolution, etc. Ainsi s'exprimaient ceux qui voulaient tromper la classe ouvrière, les calomniateurs des travailleurs russes. Mais les travailleurs russes, après des siècles de servitude et de dégradation ont été les premiers à se redresser et à donner l'exemple au monde ouvrier. Si avant la révolution de février, et surtout avant celle d'octobre, nous étions parfois obligés de baisser les yeux, comme pendant la guerre, lorsque nous abandonnions à l'ennemi une ville après l'autre, nous pouvons à l'heure présente être fiers de notre qualité de citoyens russes, car nous avons été les premiers à lever l'étendard de la révolution et à nous emparer du pouvoir. Nous nous en enorgueillissons justement. Mais notre orgueil ne doit pas se changer en présomption. Les travailleurs des autres pays marchent dans la même voie, mais leur tâche est plus ardue parce qu'ils ont à lutter contre de puissantes organisations et cette lutte ralentit forcement leur mouvement. Leur ennemi est plus fort que le nôtre. Ils ont en face d'eux des armées modernes pourvues de tous les accessoires de l'art militaire. Chez nous, le tsarisme était déjà ébranlé, il était pourri jusqu'à la mœlle, nous n'avons eu qu'à lui donner le coup de grâce. Mais à l'étranger, en Angleterre, en Allemagne, en France la machine de l'État fonctionne encore avec puissance. Là les

hommes d'État qui la font marcher sont plus capables, plus instruits et le peuple travailleur ne pourra la détruire qu'au prix de très grands efforts. Nous avons cependant raison de déplorer la lenteur du mouvement révolutionnaire à l'étranger. Nous sommes impatients de le voir enfin triompher et nous maudissons la lenteur du cours de l'histoire qui tarde à précipiter les masses dans une révolte universelle contre la famine et la ruine générale. Mais l'heure viendra, quand les masses rejetteront le joug séculaire qui pèse sur elles et quand toutes les colères amassées depuis si longtemps contre la bourgeoisie et les classes possédantes susciteront une formidable révolte. Ce n'est pas encore l'heure. Tant que les cœurs des travailleurs ne seront pas enflammés du désir de combattre, nous devrons attendre. La classe ouvrière à l'étranger a d'ailleurs plus de culture que la nôtre; elle a plus d'expérience et plus de savoir. Au moment de la lutte suprême contre les oppresseurs elle saura balayer avec le fer toute la boue accumulée par des siècles d'oppression. C'est là notre espoir. La Russie a devant elle une époque glorieuse; mais si les vautours de la bourgeoisie et les traîtres-socialistes avaient pu nous vaincre, si la révolution n'avait pas réussi à se frayer un chemin en Europe, si elle n'avait eu que des succès partiels et intermittents, c'eut été la mort de la Russie, elle eut cessé d'exister comme état indépendant, parce que, laissez-moi le répéter, camarades, le pauvre, le faible devient infailliblement la proie du plus fort. Les impérialistes, les militaristes armés jusqu'aux dents l'eussent écrasée, et, que vous eussiez choisi un Milioukov ou un Goutchkov, ils n'eusseut pas empêché l'accomplissement de la loi du régime bourgeois qui est sans merci pour le faible. Le fait qu'en Russie la classe ouvrière a su conquérir le pouvoir donne une puissante impulsion à la révolution ouvrière

dans tous les pays. Les travailleurs se sont dit: Si, dans la Russie arriérée, les ouvriers détiennent le pouvoir et s'apprêtent à réformer l'Etat, s'ils introduisent chez eux un nouvel ordre économique, une nouvelle discipline, ne pouvons-nous pas les imiter? L'histoire nous le commande.—En consolidant chez nous le pouvoir des paysans et des ouvriers, nous, travailleurs russes, nous luttons non seulement pour nous-mêmes, non seulement pour les intérêts de la Russie; nous devenons aussi l'avant-garde de la classe ouvrière du monde entier dans l'accomplissement de sa grande tâche. Les travailleurs de tous les pays nous contemplent en ce moment avec crainte et espoir. Ils se demandent: «Seront-ils assez forts, réussiront-ils à maintenir debout le drapeau rouge de la classe ouvrière»? Et s'il se trouvait que la contre-révolution fut la plus forte, si nous étions condamnés à périr, ce serait le naufrage des espérances des travailleurs du monde entier, les bourgeois leur diraient: Voyez la Russie: à quelle hauteur ne s'est-elle pas élevée? et la voilà à présent jetée bas, crucifiée, piétinée. C'est pourquoi, camarades, nous devons défendre notre position avec une vigueur triple, lutter avec un héroïsme décuplé. La bourgeoisie mondiale se dresse contre nous; n'oublions pas que nous sommes les défenseurs de la liberté universelle, qu'en ce moment nous réalisons le rêve de tous les peuples,—que nous commençons la délivrance du monde entier. L'espoir des nations est en nous. Ainsi, camarades, tenons-nous fermes. Tendons-nous les mains pour lutter jusqu'au bout, jusqu'à la victoire complète, et lorsque les travailleurs des autres pays nous appelleront, nous nous précipiterons à leur secours comme un seul homme, nous irons des fusils entre les mains, les aider au nom de la fraternité universelle—au nom du socialisme international!

L. TROTSKY.